



MINISTERE DES AFFAIRES ECONOMIQUES ET DU DEVELOPPEMENT

CTS MINISTERE DES AFFAIRES ECONOMIQUES ET DU DEVELOPPEMENT

**Volet macroéconomique pour Rapport de Mise en Œuvre (RMO) 2012 du
CSLP.**

FEVRIER 2013

I. Cadre Macroéconomique 2012

I.1 La croissance économique

La conjoncture économique de l'année 2012 a été marquée par une forte reprise économique, malgré une conjoncture internationale difficile qui aura compromis le dynamisme initialement attendu du secteur minier.

Selon les estimations d'octobre 2012, La croissance réelle du PIB a connu à une croissance de 6,2%¹ contre une croissance réelle globale de 5,7% prévues initialement² au titre de l'année 2012.

Au regard des tendances conjoncturelles observées au cours de l'année 2012, cette croissance a été principalement portée par certains secteurs de l'activité économique hors pétrole : (i) le secteur agricole a connu un rebond suite à la sécheresse de l'année 2011 ; (ii) le secteur de la pêche a connu une forte reprise de l'activité, grâce à de bonnes performances enregistrées sur les exportations; (iii) le secteur des industries manufacturières a bénéficié de la bonne tenue des activités de production d'électricité et de distribution d'eau; (iii) le dynamisme du secteur des constructions et travaux publics a été confirmé, notamment par la poursuite du programme d'infrastructures structurants ; et (iv) le renforcement des services privés qui ont notamment bénéficié d'une bonne orientation du sous secteur des transports et communications.

En termes nominaux, le PIB global devrait atteindre, en 2012, 1246 milliards d'UM, soit une augmentation de près de 4% par rapport à l'année précédente et ce malgré la forte chute de près de 14% qu'aurait enregistré le secteur minier.

Evolution sectorielle du PIB en 2012

a). Secteur primaire

L'année 2012 a été caractérisée par une forte reprise du secteur par rapport à l'année précédente. Les estimations en 2012 tablent en effet une hausse de la croissance du secteur primaire de 7,1%. Le secteur contribuerait ainsi à la croissance globale à hauteur de +1,2 points contre une contribution négative de 0,8 point en 2011. En dépit des contreperformances de l'élevage du fait de l'impact de la sécheresse de 2011, cette situation a résulté d'une part de la reprise agricole induite par une bonne saison hivernale et, d'autre part des performances du sous secteur de la pêche qui a bénéficié de la bonne orientation des exportations.

Pour le sous secteur de l'agriculture, les prévisions de la campagne agricole 2012/2013, confirment la forte reprise de la production agricole. La production céréalière a en effet connu une hausse de près 39,6% par rapport à la campagne précédente pour se situer à 277.244 tonnes. Cette performance est due à la bonne tenue des cultures de céréales traditionnelles (mil/sorgho, maïs/blé/orge) qui sont passée de 39.728 tonnes en 2011/2012 à 106.474 en 2012/2013. De même, la production rizicole, a connu une hausse de 7,5% par rapport à la campagne précédente pour se situer à 170.770 tonnes, eu égard aux mesures prises par les autorités pour soutenir la campagne agricole, aussi bien en saison hivernale qu'en contresaison (fourniture d'intrants, amélioration des aménagements, etc.)

¹ Prévisions de septembre 2012

² Prévisions initiales en juin 2012

Traduite sur la base de la production calendaire³, la campagne agricole 2012/2013 sera marquée par une production brute céréalière qui atteindra 262.768 tonnes en 2012 contre 185.256 tonnes en 2011, soit une hausse de 41,8%. La valeur ajoutée de l'agriculture connaîtrait ainsi une hausse en termes réels de 39,6%.

Concernant le **sous secteur de l'élevage**, le déficit pluviométrique de 2011 a eu des répercussions négatives sur la situation pastorale, générant ainsi des niveaux de déperdition, surtout pour le stock bovin. Ces effets de la situation pastorale sur le cheptel ont été perceptibles, notamment au milieu de l'année 2012. La croissance sous secteur connaîtrait ainsi une baisse de 2,6% en termes réels en 2012

S'agissant du **sous secteur de la pêche**, les captures se sont établies à un niveau estimé à 996.595 tonnes en 2012 contre 1128 788 tonnes l'année précédente, soit un fléchissement de près de 12% essentiellement attribuable à la morosité observée sur l'activité de la pêche industrielle au cours de l'année. Toutefois, la valeur des exportations de la pêche industrielle s'est accrue de près de 22%, notamment en raison de l'appréciation des prix des céphalopodes sur le marché international. En valorisant le volume des exportations aux prix unitaires des variétés exportées, il se dégage une valeur ajoutée nominale de 21,7% et réelle de près de 14,8%.

b). Secteur secondaire

Malgré le ralentissement observé sur la dynamique des industries des mines et du pétrole au cours de l'année 2012, le secteur secondaire a connu une hausse de près de 7%, du fait des performances observées sur les secteurs du BTP (23,3%) et des industries manufacturières (4,8%). Sous l'effet de ces deux composantes, la contribution du secteur secondaire à la croissance globale s'est ainsi fortement améliorée, pour se situer à 1,6 point contre 1,1 point en 2011. En termes nominaux la valeur ajoutée du secteur a crû de 41,2% en dépit de la baisse des prix du secteur minier (-11,5%) sur le marché international.

En dépit de l'augmentation du volume des exportations de minerai de fer (4,3%) pour se situer à 11,496 millions de tonnes en 2012, contre 11,024 millions de tonnes en 2011, le chiffre d'affaire de la SNIM a connu une baisse de 19,8% à 323,873 milliards d'Ouguiya en 2012. Cette situation, redevable à une chute des prix du fer sur le marché international (-23,1%) a été combinée avec une hausse des charges d'exploitation de la Société (14,3%) au courant de l'année 2012, provoquant ainsi une baisse de la valeur ajoutée du sous secteur de 21,7% en termes nominaux et 0,9% en termes réels.

Concernant le secteur des métaux non ferreux, les estimations de la société MCM au titre de l'année 2012 ont porté la production du cuivre à 34. 243 tonnes contre 35. 279 tonnes en 2011, soit une baisse de 2,9%. De même, la production de l'or de la composante MCM aurait baissé de 9,7% en 2012 pour se situer à un niveau estimé à 56.842 onces contre 62.938 onces en 2011. La contreperformance de MCM au titre de l'année 2012 a été le fait de la baisse graduelle de la teneur du cuivre extrait et des lenteurs de productives observées au cours de l'année. Quant à la société TASIAST, les estimations ont porté sur une production d'or de 177.928 onces en 2012 contre 200.619 onces en 2011, marquant ainsi une baisse de 11,3%.

³ La production calendaire attribue à chaque année de campagne sa production correspondante, suivant le calendrier cultural.

Dans l'ensemble et compte tenu des contreperformances précitées, la valeur ajoutée du secteur des industries minières (fer cuivre et or) a connu des baisse de 2,4% en termes réels et 13,6% en termes nominaux.

Quant au secteur pétrolier, la tendance baissière amorcée en 2007 s'est progressivement poursuivie. Toutefois, en 2012, la production annuelle devrait s'établir à 2,824 millions de barils, suivant une hypothèse de stabilité par rapport à l'année 2011. En tenant compte de la maîtrise des coûts liés à la production en 2011 et de l'appréciation des cours du pétrole sur le marché international, il se dégage ainsi une valeur ajoutée nominale de 55,3 milliards d'UM en 2012 contre 52,8 milliards d'UM en 2011, soit une augmentation de 4,7%. Quant à la valeur ajoutée en termes réels elle aurait maquée une quasi stabilité (-0,1%) de sa croissance par rapport à l'année 2011.

S'agissant des industries manufacturières, l'estimation de leur valeur ajoutée réelle est basée sur l'évolution de l'Indice de Production Industrielle (IPI) hors pétrole et industries extractives au second semestre 2012, extrapolé sur le reste de l'année. Sur cette base, le secteur marquerait une hausse 4,8% par rapport à l'année précédente. Cette performance a résulté d'une nette amélioration des capacités d'offre d'électricité de la SOMELEC et d'une augmentation de la production d'eau de la SNDE. En effet, l'indice d'eau et d'électricité a augmenté de près de 9,5% en 2012 tandis que celui des unités industrielles (hors SOMELEC et SNDE) n'a évolué que de 1,1%. En termes nominaux, la valeur ajoutée des industries manufacturières a connu un accroissement de 11%.

Concernant le BTP, les importations des matériaux de construction (qui en sont principal baromètre de mesure du secteur) réalisées au titre des 7 premiers mois de l'année 2012 et extrapolées sur le reste de l'année se sont traduites par une hausse de ces importations de 29,1% en quantité et 31,7% en valeur. Sur cette base, la valeur ajoutée réelle du BTP devrait croître de 23,3%. Cette performance résulte de l'exécution des principaux projets d'infrastructures au titre de l'année. En termes nominaux, la valeur ajoutée a augmenté de 30,5%.

b). Secteur des services privés

Constitué par les sous secteurs transports/communications, commerce, restaurants hôtels et autres services privés, le secteur aurait connu en 2012 une évolution de sa valeur ajoutée réelle de 6,4% et nominale de 12,2%. Ce secteur constitue l'un des principaux piliers de l'économie de par sa contribution à la croissance qui a représenté 2,2 points de croissance en 2012.

I.2 l'inflation

Malgré la hausse substantielle des prix de l'énergie et des produits alimentaires importés, l'inflation globale a été limitée à 4,9% en moyenne et 3,4% en glissement annuel fin décembre 2012. Cette maîtrise de l'inflation a résulté de l'effet conjugué de mesures prises par les pouvoirs publics visant à atténuer la hausse des prix de produits de première nécessité et de la mise en œuvre d'une politique monétaire prudente. Ce niveau de l'inflation a été moins élevé par rapport à l'année 2011 où le taux a été estimé en moyenne à 5,7%.

I.3 Situation monétaire

La politique monétaire est restée prudente en 2012, guidée par les objectifs de réduction de l'inflation.

La masse monétaire, dont le niveau est estimé à près de 423 milliards d'UM a connu une croissance de 15,7% par rapport à l'année 2011, soit un rythme d'accroissement compatible avec l'activité économique interne (hors industries extractives) marquée par une hausse du PIB nominal d'environ 13%.

Le comportement de la masse monétaire s'explique essentiellement par : (i) une forte augmentation des avoirs extérieurs nets qui se sont établis à près de 170,8 milliards d'UM en 2012 contre seulement 70 milliards d'UM en 2011, notamment en raison de l'accumulation de réserves brutes des autorités monétaires ; et (ii) un accroissement des crédits à l'économie qui se sont établis à environ 345 milliards d'UM, soit un niveau d'accroissement de près de 10,2% par rapport à l'année 2011, sous l'effet des concours bancaires dans les principaux secteurs d'activité économique

I.4 Secteur extérieur

En ce qui concerne la position extérieure, il ya lieu de noter que le compte courant de la balance des paiements se serait considérablement dégradé en 2012, atteignant un déficit de 28% du PIB contre 7,3% en 2011. Cette situation est le résultat de deux effets combinés : (i) une baisse des exportations de biens de 11,2% résultant essentiellement de la mauvaise tenue des industries d'extraction métalliques. ; et (ii) une hausse globale des importations (4,8%) , induite notamment par la vigueur du niveau d'implorations des produits alimentaires (+26%) et de l'exploration minière (13,5%) . Toutefois, en raison de la bonne tenue des investissements directs, notamment dans le domaine de l'exploration minière, le compte de capital et d'opération financière a accusé un niveau record de 2.266 millions de dollars US contre 582 millions de dollars US en 2011, permettant à la balance globale d'afficher un excédent de 1109 millions de dollars US, contre seulement 246 millions de dollars US en 2011.

En conséquence, les réserves brutes officielles de changes qui s'élevaient à environ 502 millions de dollars US en 2011 se sont situées à un niveau estimé à 756 millions de dollars US en 2012, soit respectivement l'équivalent de 3,7 et 5,3 mois d'importations.

I.5 Finances Publiques

Les réalisations fiscales en 2012 ont permis aux recettes de l'Etat hors dons et pétrole, d'enregistrer un niveau de près de 350 Milliards d'UM en 2012, soit un accroissement de 19,1% par rapport à 2011. En intégrant les revenus pétroliers et dons, les recettes publiques n'ont cependant crû de 16,8% en 2012 pour se chiffrer à 378 Milliards d'UM. En effet, les dons ont marqué un recul (-4,4) sous l'effet du fléchissement des dons projets et les recettes pétrolières, dont le comportement a été dictée par les contreperformances du gisement Chinguitti, ont également accusé une baisse de 6,2%.

La pression fiscale s'est établie à 21% en 2012, contre 16% en 2011, enregistrant ainsi une hausse de 5,1 point résultant des efforts menés dans le cadre de l'amélioration des niveaux de recouvrements fiscaux.

S'agissant des dépenses publiques, elles se sont établies à près de 430 Milliards d'UM en 2012 , soit un accroissement de 32,7 % par rapport à 2011. Ce niveau d'accroissement a essentiellement résulté d'une forte stimulation des dépenses publiques induites par la hausse des transferts du Gouvernement en faveur des dépenses visant à améliorer les conditions de vie des populations. Les transferts courants sont en effet passés de 17,9 milliards à 60,2 milliards d'UM entre 2011 et 2012, du fait

essentiellement de l'exécution du Programme EMEL 2012 d'une part et, d'autre part, la prise en charge de la marge corrective sur les hydrocarbures.

Cette forte impulsion des dépenses s'est traduite par un solde budgétaire de base déficitaire de 1,7% du PIB hors pétrole en 2012 et ce malgré un rythme soutenu de d'accumulation de recettes.

Perspectives économiques 2013-2015

Sur la période 2013-2015, l'objectif prioritaire du Gouvernement sera de créer un environnement économique favorable à la réduction de la pauvreté et l'amélioration des conditions de vie des populations. Cet objectif devrait se traduire au cours de cette période, par des niveaux de croissance économique soutenus, dans un cadre macro-économique stable et des stratégies sectorielles adaptées aux programmes prioritaires du Gouvernement.

II.1 La croissance

Dans le cadre de cette vision stratégique, les autorités entendent poursuivre pour la période 2013-2015 des politiques macroéconomiques et des réformes structurelles permettant d'atteindre un taux de croissance moyen annuel du PIB de 7,1%.

Cette croissance aura pour principal déterminant le secteur secondaire à travers le développement du secteur minier et des constructions et travaux publics.

La contribution de ce secteur à la croissance sera en effet la plus importante sur la période (3,8%). Elle résultera essentiellement de : (i) l'augmentation du potentiel productif de la SNIM due à l'exploitation effective du projet Guelb II au cours de la période; (ii) l'extension attendue du gisement d'or de TASIAST, (iii) le développement des activités dans le secteur des constructions et travaux publics à travers l'exécution d'importants projets d'investissements d'infrastructures structurants et (iii) la relance des activités des unités industrielles qui sera renforcée par les effets positifs attendus de l'approvisionnement et de la diversification des sources d'énergies, l'amélioration de l'accès à l'eau à partir du projet AFTOUT Es Saheli.

Le second pôle de développement sur la période sera le secteur des services privés dont la contribution moyenne (1,9%) dénote une tertiarisation progressive de l'économie.

Le développement du secteur privé sera donc le principal levier de la politique de croissance accélérée. A cet égard et conformément aux dernières conclusions du programme économique établi de concert avec les services du FMI, le Gouvernement s'attellera, à moyen terme, à lever progressivement les obstacles qui entravent son émergence au travers, notamment : (i) la mise en application du nouveau Code des investissements déjà adopté, (ii) l'amélioration progressive du climat des affaires (iii) la mise en place d'un cadre juridique facilitant la prise et la mise en jeu de sûretés et garanties sur les biens immobiliers et mobiliers; (iv) la simplification des mécanismes de recouvrement des créances et d'exécution des contrats; et (v) le renforcement des capacités du pouvoir judiciaire dans les domaines du droit commercial, du droit financier et du règlement des différends commerciaux.

Quant au secteur rural, il tirerait la croissance globale de 0,7 %, en nette amélioration par rapport aux deux années précédentes où sa contribution n'était que de 0,2% en raison de l'impact du déficit pluviométrique sur les sous secteurs de l'agriculture et de l'élevage. En dépit de ce facteur exogène assez récurrent, une des priorités du Gouvernement pour la relance du secteur sera l'exécution de programmes ambitieux d'investissements sectoriels dans le domaine de l'irrigué, principalement axés sur l'amélioration des conditions de vie des populations en milieu rural, principal foyer de pauvreté.

II.2 Les Finances Publiques

II.2.1 Mobilisation des ressources

Les ressources budgétaires (hors dons et pétrole) devraient passer de 367 Milliards d'M en 2013 à près de 409 Milliards d'UM en 2015, soit une augmentation de plus de 11,4%, essentiellement due au bon recouvrement attendu des recettes fiscales. Cette composante des recettes devrait en effet significativement augmenter pour passer respectivement de 229 à 302 milliards d'UM, marquant ainsi une hausse de 10,3% par an, attribuable aux efforts d'élargissement de l'assiette imposable et d'amélioration relative du recouvrement, notamment sur les bénéfices industriels et commerciaux, les impôts sur la propriété (revenus fonciers et droits d'enregistrement) les TVA intérieure et à l'importation hors SNIM, et les droits et taxes sur le commerce international.

Malgré les performances attendues sur le niveau global de recettes de l'Etat, les recettes non fiscales marqueront un retrait de l'ordre de 32 milliards d'UM entre 2013 et 2015. Cette situation a résulté de la non comptabilisation de la compensation financière au titre de l'accord de pêche avec l'UE. Toutefois, la prise en compte des dernières conclusions au titre de cet accord devra redresser cette situation et augmenter substantiellement le niveau des recettes.

I.2.2 Dépenses globales

Le volume des dépenses globales pour la période 2013-2015 devrait porter sur près de 456 milliards d'UM en moyenne, soit un accroissement d'environ 4% par an. Le profil des dépenses publiques sur la période consistera à procéder à des restrictions sur les dépenses de fonctionnement au profit de la composante investissement, en tenant compte des priorités du programme définies par le Gouvernement en matière d'accélération de la croissance économique, de lutte contre la pauvreté et de création des emplois.

Le Programme d'Investissement Public intègre ces priorités et privilégie les dépenses orientées vers i) la satisfaction des besoins fondamentaux des populations par l'amélioration de l'accès aux services de base, ii) la mise en valeur du territoire national pour assurer un développement équilibré et harmonieux et iii) la réalisation d'infrastructures de soutien à la croissance pour stimuler les investissements et favoriser le développement de l'offre de biens et services.

La réduction du déficit de base (hors pétrole et dons) de 0,3% du PIB hors pétrole en moyenne en 2013-2014 à un excédent de 1,1% en 2015, passera par l'application d'une politique budgétaire basée sur l'augmentation des recettes (élargissement de l'assiette fiscale) et une rationalisation des dépenses publiques, notamment à travers : (i) la réduction des transferts et subventions aux établissements publics qui représenteront en moyenne 4,5% du PIB hors pétrole contre près de 9% en 2012 ; (ii) la maîtrise des charges en biens et services qui se stabiliseront à 4,5% du PIB hors pétrole par an, et (iii) une réduction des intérêts sur la dette publiques qui ne représenteront plus que 1,1% du PIB hors pétrole contre près de 2% en 2012.